Premier scénario : le hub asiatique consolidé

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Hypothèses

Le premier scénario prolonge les tendances de la période ouverte en 2020. La richesse asiatique continue de croître plus vite que celle de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Le Boston Consulting Group prévoyait que la richesse financière de la Chine continentale augmenterait de 9 % par an jusqu'en 2030 et que les marchés émergents ajouteraient près de 7 billions de dollars US de richesse financière sur la même période.[1] Les tensions commerciales persistent sans fermer les canaux des capitaux et des échanges. L'économie mondiale reste suffisamment ouverte pour qu'un intermédiaire situé entre les grandes puissances puisse servir l'une et l'autre. Singapour évite un scandale majeur, et ses autorités de surveillance maintiennent l'équilibre entre ouverture et contrôle décrit dans la partie E.

Le scénario suppose aussi la continuité de la politique du gouvernement singapourien. La Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) demeure à la fois l'autorité de surveillance et le promoteur du secteur financier, comme l'a montré la partie C en décrivant sa fondation le 1er janvier 1971.[2] Les régimes d'incitation pour les fonds et les family offices, examinés

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

au chapitre III de la partie E, restent disponibles à leurs conditions durcies. L'État continue d'investir dans les infrastructures, l'éducation et la réputation des juridictions et des institutions d'arbitrage décrites dans la partie F.

Le tableau en 2035

Dans ce scénario, Singapour est en 2035 la première place financière de l'Asie du Sud-Est et de l'Asie du Sud, et l'une des deux principales places pour la richesse de l'Asie de l'Est, aux côtés de Hong Kong. Son industrie de la gestion d'actifs poursuit sa croissance. Une simple illustration arithmétique en montre l'ampleur : si les actifs sous gestion augmentaient de 7 % par an à partir de 6,7 billions de S$, ils doubleraient à peu près pour atteindre environ 13 billions de S$ d'ici 2035. Un tel calcul relève de l'exercice sur les intérêts composés. Il sert à montrer ce que signifierait un succès durable. Le segment des family offices croît avec la transmission des fortunes asiatiques constituées depuis les années 1980. La Variable Capital Company (VCC, société d'investissement à capital variable) devient le véhicule de référence des fonds privés asiatiques.

La place se diversifie également. Ses maisons de négoce de matières premières, décrites dans la partie G, suivent la transition énergétique vers les métaux, le gaz naturel liquéfié et les crédits carbone. Ses banques et ses assureurs financent la transition de la région, sous le régime d'une taxe carbone que le gouvernement a relevée de 25 S$ par tonne en 2024 et 2025 à 45 S$ par tonne en 2026 et 2027, avec l'objectif d'atteindre 50 à 80 S$ d'ici 2030.[3] Le chapitre II de la présente partie examine la stratégie de finance durable dont dépend cet élément du scénario. Les juridictions et les institutions d'arbitrage de Singapour continuent d'attirer les litiges de la région, tandis que ses cabinets d'avocats, ses sociétés fiduciaires et ses administrateurs de fonds emploient une part croissante de la population active.

Conditions

Le hub consolidé constitue le scénario de base, mais il dépend de décisions qui restent à prendre. La première concerne les marchés de capitaux. Le marché des actions cotées est resté peu profond au regard de la taille de l'industrie de la gestion

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

d'actifs. En juin 2026, le Singapore Exchange (SGX, la bourse de Singapour) comptait 601 sociétés cotées pour une capitalisation boursière totale de 1 129 milliards de S$.[4] Le directeur général de la MAS, Chia Der Jiun, a déclaré en juillet 2026 que les discussions avec la profession sur la compétitivité des activités de marchés financiers seraient bientôt achevées. Il a souligné que la compétitivité de Singapour reposait d'abord « on our position as a trusted financial hub with access to a deep and diverse financial ecosystem and talent pool ».[5] Une place qui gère 6,7 billions de S$ tout en ne cotant qu'une fraction des entreprises de croissance de la région abandonne la création de valeur à d'autres bourses.

La deuxième condition tient à la compétitivité dans la gestion de fortune face à Hong Kong et Dubaï, examinée au chapitre III de la présente partie. Le Boston Consulting Group a indiqué que plus de 60 % des actifs gérés à Hong Kong provenaient de Chine continentale, contre un peu moins de 30 % à Singapour.[6] Dans ce scénario, la diversité de la clientèle de Singapour est un atout, car elle répartit le risque entre l'Inde, l'Asie du Sud-Est, le Moyen-Orient et l'Europe. La troisième condition est la capacité d'accueil. Logement, bureaux, énergie et écoles doivent suivre le rythme de la croissance. La dimension politique d'une classe fortunée étrangère visible, examinée au chapitre V de la partie I, doit rester maîtrisable.

Les risques du succès

Le hub consolidé porte en lui le germe de ses propres difficultés. La croissance de la fortune privée renchérit le coût de la vie et le prix de l'immobilier pour les citoyens singapouriens, ce qui peut retourner l'opinion publique contre les instruments qui l'attirent. La concentration de la richesse en provenance de quelques pays d'origine rend la place vulnérable aux changements de leur politique, notamment aux contrôles des capitaux, aux amnisties fiscales et aux campagnes contre les responsables publics détenant des avoirs à l'étranger. Le succès attire aussi de l'argent dont la place ne veut pas. L'essor des family offices a précédé l'affaire de blanchiment de 2023, dans laquelle les personnes condamnées utilisaient des sociétés, des comptes bancaires et des biens immobiliers à Singapour, comme l'a montré le chapitre VI de la partie E. Le premier scénario dépend donc de la vigilance que le quatrième met à l'épreuve.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Signaux

Parmi les indicateurs montrant que le premier scénario se réalise figurent des entrées nettes d'actifs sous gestion qui restent supérieures à 300 milliards de S$ par an, un nombre croissant de nouvelles cotations au Singapore Exchange, une part de Singapour stable ou en hausse dans le volume mondial des changes lors de l'enquête de la BRI de 2028, ainsi que des demandes de family offices émanant d'un éventail de pays toujours plus large.

Notes

1. Boston Consulting Group, communiqué de presse du 27 mai 2026 (bcg.com) : croissance prévue de la richesse financière de la Chine continentale de « 9% annually through 2030 » ; les marchés émergents devraient ajouter près de 7 billions de dollars US de richesse financière d'ici 2030, emmenés par l'Inde, le Brésil et le Mexique. ↩
2. Wikipedia, « Monetary Authority of Singapore » (consulté en novembre 2026) : la MAS « was founded on 1 January 1971 » ; Gan Kim Yong président depuis le 15 mai 2024 ; Chia Der Jiun directeur général. ↩
3. National Climate Change Secretariat, « Carbon Tax », nccs.gov.sg (consulté en novembre 2026) : 5 S$/tCO2e en 2019–2023, 25 S$/tCO2e en 2024–2025, 45 S$/tCO2e en 2026–2027, « with a view to reaching S$50-80/tCO2e by 2030 » ; depuis 2024, des crédits carbone internationaux éligibles peuvent compenser jusqu'à 5 % des émissions imposables. ↩
4. Wikipedia, « Singapore Exchange » (consulté en novembre 2026) : « As of June 2026, there were 601 listed companies » avec « a total market capitalisation of SGD 1.129 trillion » ; en juillet 2026, SGX a lancé ses premiers Singapore Depository Receipts fondés sur des sociétés cotées aux États-Unis, portant le programme de certificats de dépôt à 38 instruments. ↩
5. *Business Times*, 29 juillet 2026 (précité) : Chia Der Jiun lors du point presse sur le MAS Annual Report, au sujet de l'examen de la compétitivité des activités

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

de marchés financiers face à la concurrence de Hong Kong, qui devait être achevé « shortly », et la déclaration citée. ↩

6. finews.asia, « Global Wealth Report: Hong Kong Overtakes Switzerland » (2026) : plus de 60 % des actifs gérés à Hong Kong proviennent de Chine continentale ; « just under 30 percent » à Singapour. Le communiqué de presse du BCG du 27 mai 2026 ne mentionne pas ces parts. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com